

Mgr Habert encourage à manifester

Author : Maximilien Bernard

Categories : [Culture de Vie](#), [Diocèses](#), [En Une](#), [Perepiscopus](#), [Points non négociables](#)

Date : 1 octobre 2014



[Lettre](#) de Monseigneur **Jacques Habert** aux catholiques du diocèse de Séez :

Quand c'est de l'homme qu'il s'agit !

Depuis quelques années, les réformes dites sociétales font la « une » de l'actualité, elles sont souvent traitées de façon judiciaire, émotionnelle ou purement événementielle. Des situations particulières, largement médiatisées et assurément dramatiques, servent d'argument pour légitimer des modifications profondes au plan législatif.

Les énumérer ne doit pas nous faire oublier combien d'autres réalités économiques, sociales sont aussi source de souffrances pour beaucoup.

Nous connaissons ces sujets :

- La gestation pour autrui (G.P.A.)
- La procréation médicalement assistée (P.M.A.)
- Le mariage pour tous
- La recherche sur les embryons
- La facilitation de l'accès à l'avortement.
- L'euthanasie ...

Toutes ces questions ne sont pas du même ordre ; mais elles touchent au mystère même de la vie, de sa transmission et de la famille (cellule fondamentale de la vie sociale).

Elles possèdent une forte portée symbolique. C'est en réalité toute la conception de l'homme, de sa dignité et par là même de la vie en société qui est engagée dans ces débats.

Posons comme a priori que la majorité des personnes qui s'y intéressent sont animées d'une volonté positive, d'un désir de bonheur pour autrui. Mesurons le caractère complexe de certains sujets. Intégrons aussi que les progrès de la science ouvrent de nouveaux chemins, sans oublier que tout ce qui est techniquement possible n'est pas moralement bon pour l'homme.

L'Eglise demeure vigilante face à toutes ces « évolutions » car, pour beaucoup, elles sont en contradiction frontale avec notre vision de l'homme et de la société. C'est bien l'avenir de l'homme et le bien commun de la société qui sont en jeu. Dans ces domaines, il ne s'agit pas pour l'Eglise de vouloir régenter l'arsenal législatif, elle n'en a ni le désir ni les moyens. En revanche elle prétend influencer sur un débat qui touche l'homme et la vie en société.

Elle reçoit du Seigneur l'impératif du témoignage.

Instruite par la révélation biblique, l'Eglise veut proposer à temps et à contretemps des repères éthiques qui découlent d'une vision intégrale de l'homme. Son but est d'éclairer les consciences. Elle veut protéger le plus faible, elle pressent les risques d'une marchandisation du corps humain. Des dérives commerciales, avec de nouvelles formes d'asservissement et d'esclavage, sont hélas envisageables.

Dans ce domaine, qui est « l'Église ? ». Ce sont bien sûr les évêques, les prêtres, mais aussi tout le peuple de Dieu. Pensons notamment à ceux et celles qui se spécialisent dans les pastorales de la santé, de la préparation au mariage, de la famille, de l'éducation des jeunes, des services caritatifs Tous les chrétiens actifs dans la société civile, le monde politique, ou associatif. Nul n'est de trop pour prendre part à la réflexion.

Alors, que devons-nous faire ?

Chrétiens, nous sommes pris en tenaille entre une réprobation vis-à-vis d'un certain nombre de projets et une compassion face à des situations de souffrance. Nous sommes sur une ligne de crête délicate, entre deux impératifs évangéliques : celui de la vérité et celui de la miséricorde.

Ne rien faire, ne rien dire, serait de loin la position la plus confortable, elle serait appréciée par beaucoup. Paradoxalement cette attitude serait le signe d'un profond mépris pour notre société et nos contemporains : « faites ce que vous voulez, cela nous

est indifférent ». Ce serait une démission face à notre devoir d'éveil des consciences car, dit le concile Vatican II (Constitution "l'Eglise dans le monde de ce temps), « *il n'est rien de vraiment humain qui ne trouve écho dans le cœur des disciples du Christ* » (GS 1).

C'est parce que nous aimons notre société et que nous voulons la servir que nous prenons la parole et que nous agissons.

Voilà quelques pistes que chacun peut recevoir et discerner en conscience :

- Nous informer, ne pas en rester à des slogans simplificateurs ou à l'idéologie.
- Nous former : que dit et que pense réellement l'Eglise, et pourquoi, sur tous ces sujets ?
- Nous engager, l'aspect politique n'est pas loin de toutes ces réflexions ; il a bien du mal hélas à quitter le champ réducteur des clivages ordinaires (droite / gauche). Les courriers à nos élus sont en ce sens de bons moyens de communication.
- Soutenir des associations qui sont à l'œuvre sur le terrain dans tous ces domaines.
- Prier : pensons aux veillées pour la vie initiées par le pape Benoit XVI le premier dimanche de l'Avent.
- Manifester sa désapprobation, alerter l'opinion publique. Ces deux dernières années, le mouvement « *la manif pour tous* », a porté avec force toutes ces questions.

Chacun est à même de savoir quelle est l'action la plus pertinente à mener. Une certitude : nous sommes attendus sur ce terrain. Nul ne peut le désert.

J'invite tous les chrétiens du diocèse à recevoir ce texte et à y réfléchir seul ou en équipe.

Avec l'assurance de ma prière,